

Jura Jeunes 4.0 ou comment être mieux à l'écoute des jeunes Jurassiens

► **Jura Jeunes 4.0:** ainsi s'intitule le programme qui doit doper la politique de la jeunesse du canton du Jura.

► **L'intention est d'être à l'écoute des jeunes,** de répondre à leurs besoins de manière réactive plutôt que de penser à leur place.

► **Ce projet** ne coûtera pas grand-chose au canton: il bénéficie de l'appui de la Confédération. Explications.

«Ce projet donnera un nouveau souffle à la politique en faveur de la jeunesse dans le canton du Jura. J'en attends beaucoup.» À entendre la ministre de l'Intérieur Nathalie Barthoulot, on peut donc faire mieux en matière de politique de la jeunesse. Surtout si des fonds sont disponibles, et c'est le cas.

Entrée en vigueur en 2011, la Loi fédérale sur l'encouragement de l'enfance et de la jeunesse (LEEJ) a été accompagnée d'un programme d'impulsion qui arrive à son terme. Chaque année, quatre cantons pouvaient bénéficier de fonds pouvant atteindre un maximum de 450 000 fr. à dépenser sur trois ans, pour autant que chaque canton mette un montant équivalent, explique Sabine Scheiben, de l'Office fédéral des assurances socia-

les. Ce programme d'impulsion arrive à son terme et le Jura sera un des derniers cantons, le dernier de Suisse romande, à en bénéficier.

Une impulsion décisive

Tous les cantons n'ont du reste pas fait cet effort – ils sont 18 à ce jour et certains ont renoncé. Le Jura, lui, mettra 345 000 fr. dans la balance, et la Confédération autant. Mais les salaires des collaborateurs, notamment ceux du Service de l'action sociale, qui partici-

pent au projet sont pris en compte. Le budget du canton ne sera donc impacté qu'à hauteur de 35 000 fr. par année pendant trois ans. Ce n'est pas grand-chose. S'il n'y avait pas eu le coup de pouce de la Confédération, ce projet n'aurait pas existé, concède Julien Cattin, chef du Service de l'action sociale (SAS).

Que contient ce projet Jura Jeunes 4.0? On commencera par récolter des données, histoire de cerner les besoins et les attentes des jeunes. «En

dehors des milieux scolaire et de formation, nous connaissons peu de choses sur la jeunesse jurassienne, ses envies, ses aspirations, ses attentes ou encore ses problèmes», constate Nathalie Barthoulot.

Questionnaire en ligne

La première étape du projet consistera à identifier, sur la base d'un large sondage réalisé auprès des 12-25 ans, les besoins et les attentes des jeunes ainsi que les moyens actuellement disponibles pour y ré-

pondre. Différentes enquêtes seront réalisées. Les destinataires recevront un message électronique avec un lien les menant à un questionnaire en ligne. Cet état des lieux sera réalisé avec le soutien de la Haute école de Suisse occidentale (HES-SO), en particulier la Haute école de travail social et de la santé (EESP) de Lausanne pour la construction des questions et la HE-Arc pour la technique du sondage. L'opération est prévue en septembre. Suivront des «enquêtes qualitati-

ves» sur le terrain, touchant les écoles, institutions, sous forme de séances thématiques. Les milieux associatifs jurassiens, les professionnels et les communes seront notamment consultés afin de comprendre les mécanismes et processus à l'œuvre pour détecter les besoins des jeunes.

Ces différentes analyses devraient permettre de faire un état des lieux exhaustif de la politique en matière de jeunesse dans le canton du Jura et d'établir un diagnostic pour développer ensuite un plan d'action. Les résultats seront présentés à l'occasion d'une journée cantonale. Ils devraient permettre de fixer de nouvelles bases de coopération et de coordination entre les différents acteurs œuvrant dans le domaine de la jeunesse.

Consolider la politique de la jeunesse

La politique de la jeunesse du canton est appelée à évoluer de manière importante. Selon Julien Cattin, le nouveau délégué à la Jeunesse – la mise au concours interviendra prochainement – apportera ses propres impulsions. «Du côté du canton, nous allons consolider la politique de la jeunesse à long terme sur la base des leçons de ce projet, et sous réserve des impacts budgétaires», conclut Julien Cattin.

GEORGES MAILLARD



Mieux répondre aux attentes des jeunes en cernant leurs besoins et leurs attentes: c'est le but du programme Jura Jeunes 4.0.

ARCHIVES ROGER MEIER

Un programme nommé « Jura Jeunes 4.0 »

Le canton du Jura va se doter d'un plan d'actions en faveur de la jeunesse avec un budget de 687'000 francs à la clef



Le programme « Jura Jeunes 4.0 » a été présenté vendredi matin par Julien Cattin, chef du Service de l'action sociale, Nathalie Barthoulot, ministre de l'Intérieur, Alain Berberat, chargé de projet, Sandra Vauchy, chargée de projet, et Sabine Scheiben, collaboratrice à l'Office fédéral des assurances sociales.

Améliorer le cadre de vie des enfants et des jeunes jurassiens : c'est le but avoué d'un programme présenté ce vendredi matin par les autorités cantonales, en partenariat avec la Confédération. Le plan d'actions baptisé « Jura Jeunes 4.0 » est doté d'un budget de 687'000 francs. La somme est financée à parts égales entre la Confédération et le canton. L'argent sera destiné à la mise en place d'actions et d'outils sur la période 2019-2021.

« Jura Jeunes 4.0 » démarrera par le lancement d'un vaste sondage auprès de la tranche d'âge entre 12 et 25 ans. L'enquête doit permettre d'identifier les besoins et les attentes des jeunes ainsi que les moyens aujourd'hui à disposition. La consultation concernera également les milieux associations, les professionnels et les communes. La démarche vise à faire un état des lieux de la politique de la jeunesse dans le Jura, en définir les lacunes, développer des synergies entre les différents acteurs et élaborer un plan d'actions. Les résultats de l'étude seront présentés lors d'une journée cantonale prévue au printemps 2020. Le programme pourra alors entrer dans sa phase concrète avec la mise en place des mesures qui auront été définies.

Deux chargés de projets ont été choisis pour piloter le programme. Il s'agit de Sandra Vauchy et d'Alain Berberat – futur ex délégué interjurassien à la jeunesse - qui étaient tous les deux les invités du journal de 12h15. Alain Berberat explique, tout d'abord la nécessité d'un tel plan d'actions :

[Ecouter le son](#)

La ministre de l'intérieur, Nathalie Barthoulot, a souligné, en conférence de presse, qu'elle « attendait beaucoup de ce projet » destiné à « donner un nouveau souffle à la politique de la jeunesse dans le Jura ». Elle a également détaillé l'engagement financier du canton du Jura qui représente 105'000 francs en monnaie sonnante et trébuchante, sans compter la valorisation du temps de travail de certains collaborateurs de l'Etat. Nathalie Barthoulot souligne également l'importance de l'apport de la Confédération :

[Ecouter le son](#)

Le programme est donc financé à moitié par la Confédération dans le cadre de la loi fédérale sur l'encouragement de l'enfance et de la jeunesse. Pas moins de 18 cantons ont d'ores et déjà lancé un projet de ce type. Selon Sabine Scheiben, co-responsable du Secteur Question de l'enfance et de la jeunesse à l'Office fédéral des assurances sociales, le bilan est positif :

[Ecouter le son](#)

Le programme cantonal jurassien de développement de la politique de la jeunesse « Jura Jeunes 4.0 » a été présenté ce vendredi après-midi aux acteurs du domaine ainsi qu'aux associations culturelles et sportives, aux communes et aux écoles. Il va donc démarrer avec la phase de sondages dès septembre prochain. La restitution des résultats est prévue au printemps 2020 avant la mise en place d'actions concrètes. /comm+fco

Le Jura entame une grande enquête sur sa jeunesse

28 juin 2019



Pour connaître précisément les besoins de la jeunesse et des structures qui l'accompagnent, le canton du Jura va procéder à une grande enquête sur les 12-25 ans. Jura Jeunes 4.0 est financé pour moitié par la Confédération, pour un total de CHF 690'000 sur 3 ans. Le Jura, dernier canton romand avec Genève a profiter de ce programme, démarrera un énorme travail de sondage en septembre auprès de 1'300 jeunes de 19 à 24 ans, ainsi que dans les écoles. Les associations sportives et culturelles seront aussi interrogées. Deux ou trois projets concrets pourraient être mis en oeuvre dès l'an prochain.

[Ecouter le reportage](#)